

Retour ou continuité du Canada français?

Par Éric Bédard
Université TELUQ

Le matin du mardi 2 octobre 2018, je prends connaissance des résultats finaux des élections québécoises. La veille, la Coalition Avenir Québec fondée par François Legault avait remporté une victoire « historique » : après l'Union nationale en 1936, le Parti Québécois en 1976, voilà qu'un nouveau parti nationaliste prenait le pouvoir, reléguant les Libéraux aux banquettes de l'opposition.

Je lis les nombreuses analyses et commentaires publiés dans les journaux ou qui circulent en boucle sur les réseaux sociaux. J'ouvre aussi la radio et tombe sur Pierre Curzi, comédien bien connu, ex-député du Parti Québécois. Indépendantiste résolu, son analyse me frappe beaucoup : « Hier, de Québécois, on est redevenu des Canadiens français. Je dis ça sans amertume et sans ironie »¹. En optant pour un parti qui écartait la question du régime, explique Curzi, la majorité francophone du Québec s'était rassemblée et avait repris le pouvoir. Ce constat lucide, dénué de toute animosité, a vite fait mouche.

Assistions-nous vraiment au « retour » du Canadien français? L'actualité des semaines et des mois suivants allait accréditer cette perception.

Lors d'un entretien accordé à *Tout le monde en parle* le 21 octobre 2018, Denise Bombardier soutient que les communautés francophones hors Québec sont en voie d'extinction. Elle réplique à l'ancien premier ministre Jean Chrétien, également

présent à l'émission, selon qui la Loi constitutionnelle de 1982 avait assuré la pérennité du fait français au Canada². Sans surprise, les sombres constats de Bombardier soulèvent un tollé chez les communautés visées et leurs associations, mais je note qu'aucun porte-parole important du mouvement souverainiste ou du Parti Québécois ne les reprend à son compte ni n'entonne le refrain des « dead ducks », formule blessante lancée autrefois par René Lévesque³. Ce sont cependant les coupures du gouvernement de Doug Ford concernant l'université de l'Ontario français, annoncées le 14 novembre 2018, qui provoquent les réactions les plus vives et suscitent, même au Québec, une solidarité canadienne-française qu'on croyait disparue, y compris dans les milieux nationalistes. En visite en Ontario, le premier ministre Legault reflète l'opinion québécoise en demandant à son homologue de reconsidérer sa décision. Il rappelle également que, contrairement aux Canadiens d'origine chinoise – auxquels le premier ministre Ford avait comparé les Franco-Ontariens pour justifier sa décision –, les Canadiens français étaient l'un

¹ 98,5 Montréal. « De Québécois, on est redevenu des Canadiens-Français' - Pierre Curzi », 2 octobre 2018.

[<https://www.985fm.ca/nouvelles/politique/152807/de-quebecois-on-est-redevenu-des-canadiens-francais-pierre-curzi>]

² Durant les jours qui vont suivre cette émission, Denise Bombardier va donner plusieurs entrevues sur le sujet. « [Les Franco-Ontariens], expliquait-elle sur les ondes d'une radio franco-ontarienne, sont une culture de survivance. Et vous réussissez à le faire. Et moi, j'ai du respect pour ça. Mais je n'ai pas de respect pour M. Chrétien lorsqu'il dit que c'est à cause du Canada et de la politique

fédérale qu'on parle français. On parle français malgré cela! ». Voir Radio-Canada. « Francophones hors Québec, 'une culture de survivance', dit Denise Bombardier », 23 octobre 2018.

[<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1131457/denise-bombardier-francophones-hors-quebec>]

³ BÉDARD, Éric. 2016. « René Lévesque et la fin du Canada français », dans LANIEL, Jean-François et Joseph Yvon THÉRIAULT (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français. Continuités et ruptures d'un projet national*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 377-387.

des peuples fondateurs⁴. La controverse Ford allait complètement éclipser les propos de Denise Bombardier.

En marge de ces événements politiques et de ce bruit médiatique, le monde intellectuel québécois accueille *La maison mère*⁵, l'essai-choc d'Alexandre Soublière publié quelques jours à peine après l'élection de la CAQ : « N'aurions-nous pas avantage, dans la situation actuelle, à faire un pas en arrière pour recommencer à nous voir en tant que Canadiens français et non en tant que Québécois? »⁶, demande le jeune romancier. Fils d'une mère franco-ontarienne et d'un père beauceron fédéraliste, Soublière travaille dans le monde de la publicité. Ce qu'il propose pour les francophones du Québec, c'est une nouvelle marque, un nouveau branding – la formule revient à moult reprises dans son livre. La marque « Québec », associée à des référendums perdus, ne susciterait plus l'adhésion des jeunes alors que la marque « Canada français » permettrait, elle, de renouer avec le passé mythique de la Nouvelle-France et de mieux assumer son américanité. C'est à cette proposition qu'ont réagi Gérard Bouchard et Yvan Lamonde, les deux apôtres d'une américanité moderniste et émancipatrice du Québec qui ont toujours assimilé le Canada français au repli ethnoculturel et à l'impuissance politique : « Le danger, écrit Gérard Bouchard, c'est de redessiner la facture de notre société en fonction de l'ethnicité alors qu'un grand défi du siècle est d'aménager la diversité »⁷. Agitant le spectre de la survivance, Lamonde ajoute : « En empruntant cette voie, on risque de se satisfaire d'une identité culturelle en faisant l'économie du projet proprement politique (de pouvoir) »⁸.

On le voit, contre toute attente, le « Canada français » est revenu à l'avant-scène de l'actualité politique durant l'automne 2018. Il a suffi de l'élection d'un nouveau gouvernement nationaliste et d'une décision controversée en Ontario pour que resurgisse une humeur velléitaire, le sentiment d'un destin partagé. Ce que tendent à montrer ces événements – c'est du moins l'hypothèse de ce texte – c'est que malgré le modernisme de la Révolution tranquille, les blessures jamais cicatrisées des États généraux, les deux débats référendaires de 1980 et de 1995, le « peuple » canadien-français n'a jamais vraiment cessé d'exister. Le concept en embarrasse plus d'un, mais pour peu qu'on s'entende sur ce qu'est un « peuple », le Canada français continue d'avoir du sens pour beaucoup de gens. Les fondations mémorielles sont toujours là, la référence reste vivante, même chez les plus jeunes, c'est du moins ce que

montre l'essai d'Alexandre Soublière. L'élection de la CAQ inaugure un nouveau cycle historique pour le Québec qui nous permettra peut-être de recadrer les choses, de poser de nouvelle façon la question nationale. J'aime à penser que ce nouveau cycle nous permettra peut-être aussi de mieux réfléchir à l'enjeu de notre survie et de notre émancipation comme « peuple » de langue et de culture française.

Ce recadrage que j'appelle de tous mes vœux nécessitera un nouvel effort de définition des termes de la discussion. Je viens d'évoquer « notre » survie et « notre » émancipation comme « peuple » de langue et de culture française. Mais de quel « nous » s'agit-il au juste? Et surtout, de quel « peuple » est-il ici question? Après le référendum de 1995, nous avons beaucoup débattu de ces concepts en nous demandant s'ils étaient suffisamment ouverts et inclusifs⁹. Ces débats étaient cependant hantés par la mauvaise conscience et un certain reniement dont j'ai témoigné dans mon essai sur la « trudeauisation des esprits »¹⁰. Mais le contexte a changé et il m'apparaît nécessaire de reprendre cette question à la fois théorique et existentielle.

Mais commençons par le commencement : qu'entend-on généralement par « peuple »?

Par peuple, on entend d'abord le « demos », c'est-à-dire le corps des citoyens et des électeurs qui choisissent leurs représentants ou répondent à une question lors d'un référendum. Ces électeurs-citoyens sont évidemment tous égaux devant la loi. Ce sont les résidents d'un territoire, les sujets de droit protégés par des lois. Ce sens politique et libéral s'est imposé dans nos discussions. Pour peu qu'on soit attentif, on se rend cependant compte que le concept de peuple est polysémique, qu'il renvoie à d'autres significations. Par peuple, on entend aussi la « plèbe », ceux sur qui on exerce du pouvoir. Le peuple, c'est-à-dire les « gens ordinaires » que le philosophe Jean-Claude Michéa assimile à ceux « qui n'aspirent qu'à vivre décemment d'une activité ayant une signification humaine – et qui par conséquent ne cherchent habituellement ni à s'enrichir, ni à exercer du pouvoir, ni à vivre au détriment de leurs semblables » ; par « gens ordinaires », Michéa entend un refus de parvenir, une « indifférence naturelle – ou un mépris réfléchi – envers tout ce

⁴ LÉVESQUE, Catherine., « François Legault obligé de rappeler à Doug Ford qui sont les deux peuples fondateurs du Canada », *Huffpost*, 19 novembre 2018.

⁵ SOUBLIÈRE, Alexandre. 2018, *La maison mère. Mémoires d'un Canadien-français*, Montréal, Boréal.

⁶ SOUBLIÈRE, Alexandre., 2018, *La Maison Mère. Mémoires d'un Canadien-français*, Montréal, Boréal, p. 12.

⁷ BOUCHARD, Gérard. « Revenir au Canada français? », *La Presse*, 30 novembre 2018.

⁸ LAMONDE, Yvan. « Canadien français, un terme qui peut cacher une méprise », *Le Devoir*, 3 décembre 2018.

⁹ VENNE, Michel (dir.). 2000, *Penser la nation québécoise*, Montréal, Québec/Amérique.

¹⁰ BÉDARD, Éric. 2011, « La trudeauisation des esprits », *Recours aux sources, Essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Boréal, p. 77-104.

qui relève de la course au pouvoir, à la richesse ou à la « célébrité »¹¹.

Par peuple, on entend enfin une « référence » historico-culturelle, particulière et unique. Le peuple comme patrimoine transmis par les générations du passé, habité (ou hanté) par des souvenirs, des traditions, des affects; le peuple-filiation, enraciné dans un espace. Même s'il a été un grand moderniste québécois et qu'il a privilégié le mot « Québec », c'est à ce peuple-là que fait référence René Lévesque dans l'introduction d'*Option Québec*: « Nous sommes des Québécois. [...] Nous sommes fils de cette société dont le cultivateur, notre père ou notre grand-père, était encore le citoyen central. Nous sommes aussi les héritiers de cette fantastique aventure que fut une Amérique d'abord presque entièrement française et, plus encore, de l'obstination collective qui a permis d'en conserver vivante cette partie qu'on appelle le Québec. Tout cela se trouve au fond de cette personnalité qui est la nôtre. Quiconque ne le ressent pas au moins à l'occasion n'est pas ou n'est plus l'un d'entre nous »¹². Le problème avec la définition que René Lévesque donne du « Québécois », c'est que ni les anglophones, ni les autochtones, ni la plupart des immigrants récents qui vivent sur le territoire du Québec ne peuvent véritablement s'y retrouver. Pourtant, ce que décrit Lévesque est juste et mobilise un imaginaire familier à la plupart des Québécois de langue française; j'ajouterais à la plupart des Canadiens français.

Souverainiste de la première heure, corédacteur du préambule de ce qui aurait pu devenir la constitution d'un Québec souverain, Fernand Dumont avait bien senti que quelque chose clochait avec l'idée de « nation québécoise ». « Le Québec n'est pas une nation », écrivait-il dans *Raisons communes*, son dernier livre paru quelques mois avant le référendum qui avait presque valeur de testament puisqu'il allait s'éteindre en 1997. Pourquoi le Québec n'est pas une nation? D'une part, parce qu'il existe sur le territoire du Québec des anglophones et des autochtones qui ont toujours le sentiment d'appartenir à une autre nation et, parce que, d'autre part, « la nation francophone ne se limite pas au territoire québécois »¹³. À ses yeux, la nation québécoise n'était rien de moins qu'une « mystification »: « Si nos concitoyens anglais du Québec ne se sentent pas appartenir à notre nation, si beaucoup d'allophones y répugnent, si les autochtones s'y refusent, puis-je les y englober par la magie du vocabulaire? L'histoire a façonné une nation française en

Amérique ; par quelle décision subite pense-t-on la changer en une nation québécoise? »¹⁴ À l'instar de Fernand Dumont, j'ai souvent été mal à l'aise avec les formules de « peuple » ou de « nation » québécoise, que j'ai parfois trouvées confuses, inadéquates. Certes, il y a un « peuple Québécois » au sens d'un demos, d'un corps électoral de citoyens qui élisent des représentants. Mais lorsque, parmi les francophones du Québec, on se réfère spontanément au « peuple québécois », nous nous référons le plus souvent aux Canadiens français.

C'est que, nous l'avons oublié, le vrai débat inauguré durant les années 1960, parmi les élites politiques et intellectuelles canadiennes-françaises, fut au fond de savoir quel État défendrait le mieux le peuple canadien-français : l'État fédéral réformé ou l'État québécois de la Révolution tranquille? Pour la grande majorité des Canadiens français du Québec, il ne s'agissait pas de transformer les mentalités, de créer un nouveau peuple ou de nouveaux mythes, mais plus simplement de concevoir des réformes qui allaient permettre à ce peuple non seulement de survivre, mais de se développer et de rayonner. Le Québec, répétaient alors Jean Lesage et Daniel Johnson père, était l'expression politique de la nation canadienne-française, une nation qui ne se confinait pas au territoire du Québec dans leur esprit. Cette formulation n'a pas vieilli d'une ride selon moi. Même si je suis né en 1969, j'ai toujours vu les choses ainsi. Et comme le montrent plusieurs travaux, notamment ceux de Marcel Bellavance sur le 19^e siècle, il est réducteur de présenter le Canada français comme une « ethnie » à laquelle ne pouvaient appartenir que les descendants des 12 000 colons de la Nouvelle-France¹⁵.

Dans le mouvement souverainiste, le rejet du Canada français a pris deux formes bien différentes. Et ce rejet montre bien, à mon avis, des origines politiques et intellectuelles à la fois riches et contradictoires, lesquelles ont donné lieu à de multiples débats, affrontements et déchirements, chaque « camp » ayant son interprétation du passé.

Le premier camp indépendantiste a été chronologiquement formé des conservateurs, voire de traditionalistes groupés autour de Raymond Barbeau et de son Alliance laurentienne, fondée en 1957¹⁶. Ce courant a ensuite investi le Regroupement/Ralliement national, faction dissidente du Rassemblement pour l'indépendance nationale à la tête duquel on retrouvait des personnages comme René Jutras et

¹¹ MICHÉA, Jean-Claude. 2011, *Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Paris, Climats, p. 67-68.

¹² Les italiques sont de nous. Voir LÉVESQUE, RENÉ. 1968, *Option Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, p. 19-20.

¹³ DUMONT, Fernand. 1997, *Raisons communes. Essais*, Montréal, Boréal compact, p. 57.

¹⁴ *Ibid.*, p. 66.

¹⁵ BELLAVANCE, Marcel. 2004, *Le Québec au siècle des nationalités. Essai d'histoire comparée*, Montréal, vlb éditeur, p. 37-67.

¹⁶ BOUCHARD, Éric. 1997, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne: les ultras de l'indépendantisme québécois*, Mémoire (M.A.), Département d'histoire, Université de Montréal, 1997.

Gilles Grégoire, mais aussi de plus jeunes comme Jean Garon, Marc-André Bédard et Lucien Lessard qui vont jouer un rôle clef dans le gouvernement Lévesque¹⁷. Ces conservateurs indépendantistes militaient aussi dans les sociétés Saint-Jean-Baptiste et plusieurs étaient membres de l'Ordre de Jacques-Cartier¹⁸. Lecteurs de Lionel Groulx, ces indépendantistes tiraient une certaine fierté de la « survivance », c'est-à-dire des gains accumulés par les chefs nationaux canadiens-français : discours en français de Louis-Hippolyte Lafontaine en 1842 ; formule fédérale de 1867 et mise en place d'un État québécois ; impôt sur le revenu de 1954. Avant de devenir indépendantistes, la plupart de ces nationalistes avaient milité pour que le Canada français soit véritablement reconnu comme « peuple fondateur », car il s'agissait d'être chez soi au Canada, cette « patrie » fondée par les ancêtres au 17^e siècle dans la vallée du Saint-Laurent qui avait connu une exceptionnelle expansion dans toute l'Amérique grâce aux explorateurs et aux coureurs de bois. Le problème, et il était de taille, était le sort réservé aux minorités canadiennes-françaises dans les autres provinces. Plus on s'éloignait de l'épicentre québécois, plus le taux d'assimilation devenait important, comme l'avaient montrées les analyses du père Richard Arès des recensements de 1951 et de 1961 dans la revue *Relations*¹⁹. Ce processus d'assimilation des minorités francophones leur semblait irréversible, la nation canadienne-française devait se replier dans la citadelle laurentienne et doter l'État québécois de tous les attributs de la souveraineté nationale²⁰. Cet État espérait-on – c'était déjà le programme de L'Action française durant les années 1920²¹ – protégerait les ressources naturelles pillées par des intérêts étrangers au bien commun de la nation, mettrait fin à l'infériorité économique des Canadiens français et assurerait la protection, mais surtout la promotion de la langue et de la culture française. Pour ces conservateurs, devenir souverainistes, c'était donc constater l'échec du projet politique canadien-français, la faillite du « pacte » entre deux nations. L'indépendance politique permettrait d'assurer la pérennité d'une nation française en Amérique. Faute de reconnaissance et d'égalité, de réformes constitutionnelles acceptables, le Canada français n'avait d'autres choix que de miser sur l'État québécois. Cette mue indépendantiste des nationalistes conservateurs est complétée lors des États généraux du Canada français avec les conséquences que l'on connaît.

Cela resterait à démontrer, mais on peut penser que ce nationalisme plus traditionnel converti au souverainisme fut le lot des générations prélyriques²². Les plus jeunes, issus du baby-boom, marqués par la révolution culturelle des années 1960, deviennent indépendantistes pour d'autres raisons et leur rapport au Canada français est bien différent. L'indépendance de cette génération lyrique était bien davantage conçue comme une rupture, voire une révolution. Il ne s'agissait pas seulement de quitter le Canada, mais de fonder un Québec nouveau. L'indépendance serait une discontinuité radicale, un nouveau commencement. Certes, il importait de rompre avec le Canada français comme projet politique. Mais l'interprétation historique mobilisée pour justifier cette rupture était inspirée par les travaux des historiens de l'École de Montréal, surtout de Maurice Séguin, qui allait critiquer la vision enchantée de la Nouvelle-France et de la survivance longtemps propagée par Lionel Groulx et ses émules²³. Cette interprétation traditionaliste, pensait-on, aurait négligé les rapports de force, accordé trop d'importance aux idées et à la politique au détriment d'enjeux sociaux et économiques. Maurice Séguin proposait une véritable sociologie du fait national, laquelle avait une forte teneur structuraliste, très en vogue durant les années 1960. Événement déterminant, la Conquête était à l'origine d'un assujettissement politique, de l'infériorité économique des Canadiens français et d'un messianisme compensatoire propagé par des élites anesthésiées par des mythes consolateurs. L'Union de 1840 et la Confédération de 1867 n'avaient que confirmé et approfondi une logique coloniale. L'idée de pacte relevait purement et simplement d'un mythe. En 1867, un peuple en avait annexé un autre et l'avait soumis à ses institutions. Jamais la majorité Canadian n'allait consentir plus de pouvoir ou de reconnaissance à un peuple défait, conquis²⁴. L'histoire du Canada français ou du Québec n'était qu'une histoire de reculs et d'échecs, non de petites victoires arrachées par de valeureux défenseurs de la « race ». Faire l'indépendance, c'était redresser la tête, sortir de la logique de la Conquête, renouer avec une certaine grandeur politique, enfin « agir par soi ».

S'ils n'adoptaient pas la même interprétation de l'histoire, conservateurs et modernistes étaient convaincus que le projet politique canadien-français rêvé autrefois par un Henri Bourassa, défendu durant les années 1960 par des fédéralistes

¹⁷ NORMAND, Janie. 2012, « L'indépendance à droite : le Regroupement national et le Ralliement national », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, 3 : 124-139 ; GÉLINAS, Xavier. 2011, « René Jutras et le Ralliement national : un nationalisme de transition » dans BOILY, Frédéric et Donald IPPERCIEL (dir.), *D'une nation à l'autre. Discours nationaux au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 15-34.

¹⁸ MARTEL, Marcel. 1997, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français. Les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

¹⁹ MARTEL, Marcel. 2000, « 'Hors du Québec, point de salut!' Francophone Minorities and Quebec Nationalism, 1945-1969 », dans BEHIELS, Michael D. and Marcel MARTEL (dir.), *Nation, Ideas, Identities. Essays in Honour of Ramsay Cook*, Don Mills, Ontario, Presses de l'Université Oxford, p. 130-140.

²⁰ BOCK, Michel. 2004, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, HMH.

²¹ COURTOIS, Charles-Philippe. 2017, *Lionel Groulx. Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, p. 207-219.

²² J'emprunte le concept à François Ricard. Voir RICARD, François. 1994, *Génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Boréal.

²³ LAMARRE, Jean. 1993, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*, Québec, Septentrion.

²⁴ BRUNET, Michel. 1955, *Canadiens et Canadiens. Études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*, Montréal, Fides.

comme Paul Gérin-Lajoie ou Claude Ryan, avait vécu. Mais certains modernistes allaient beaucoup plus loin. À leurs yeux, il ne fallait pas seulement rompre avec le Canada français comme projet politique, mais rompre avec le Canadien français comme type d'homme.

Une telle perspective était fortement inspirée par l'idéologie de la décolonisation, laquelle considérait le colonialisme comme une servitude globale de l'homme qui ne se manifestait pas seulement aux plans politique ou économique – où l'asservissement sautait aux yeux – mais avant tout au plan psychologique. L'analyse d'un Jacques Berque, sociologue au Collège de France, qui prononça une conférence importante à Montréal le 28 février 1964, allait marquer les esprits de plusieurs jeunes indépendantistes, proches de la revue *Parti pris*, du Rassemblement pour l'indépendance nationale et du Front de libération du Québec²⁵. Berque présentait le colonialisme comme un phénomène de dépersonnalisation et d'aliénation. Le colonisé était victime, à son insu, d'un conditionnement de perdant. Il avait intériorisé le regard méprisant que portait sur lui le colonisateur, parfaitement intégré les normes et les valeurs du Conquérant, d'où sa faible estime de lui-même, son complexe d'infériorité, sa soumission consentie sans même qu'on ait à lui imposer quoi que ce soit. Le colonisé avait constamment tendance à se déprécier, à croire que ce qui venait de lui était sans intérêt, surtout son passé. Comme l'écrivait l'essayiste Jean Bouthillette, très marqué par cette lecture : « Héritiers d'une histoire humiliée, nous redoutons toujours, moins de nous pencher sur elle, comme un entomologiste sur un insecte mort, que nous en elle. Blessure toujours ouverte, notre passé, à seulement en rappeler un certain visage, semble nous happer, comme pour nous engouffrer à jamais »²⁶.

Devenir Québécois, c'était s'affranchir de cette histoire et de cette identité de perdant. Cette libération collective et politique passait par une rupture radicale avec le passé. L'enjeu ici était à la fois existentiel et psychologique, bien davantage que territorial ou ethnique. Le Québécois allait devenir un homme nouveau, comme l'avait été le Soviétique par rapport au Russe ou l'Israélien par rapport au Juif. Cette rupture avec le passé, pensait-on, cet avènement du Québécois nouveau allait avoir un effet thérapeutique. Exister collectivement, agir par soi-même, s'affirmer face à l'Autre redonnerait confiance. L'indépendance était ici conçue

comme une révolution politique, économique, mais aussi personnelle, existentielle. Il fallait changer les structures pour mieux transformer l'homme d'ici :

« Ce qu'il faut au Québec, c'est une authentique révolution, écrivait André d'Allemagne, cofondateur du RIN. En ce sens qu'il ne s'agit pas de réformer les structures et les institutions traditionnelles de l'intérieur, en conservant l'esprit, mais au contraire de les supprimer pour les remplacer par d'autres qui d'ailleurs restent partiellement à définir [...] Dépouillé des scories du passé et du colonialisme, le Québec devient une page blanche sur laquelle tout est à écrire et tout peut être écrit. Une fois effondrées les institutions coloniales et la mentalité qui en découle (paternalisme, individualisme, féodalisme) le Québec aura cet énorme avantage de ne pas traîner le poids d'une histoire qui ne lui appartient pas...²⁷.

*

Dans le milieu souverainiste, les héritiers de l'idéologie de la décolonisation, portée par une génération de militants, ont eu une influence déterminante. À leurs yeux, être un « canadien-français », c'était soit tenir à ses Rocheuses, soit avoir peur de perdre sa pension de vieillesse. Le Canadien français était un être aliéné, colonisé, celui qui n'avait pas compris le sens de l'Histoire.

Ma conviction, c'est que cette conception bien particulière du Canadien français n'a pas pénétré les esprits d'un certain Québec « périphérique »²⁸, celui des « gens ordinaires » conceptualisés par Jean-Claude Michéa, le Québec de Saint-Jérôme ou de Lévis. Ce Québec-là, celui qui a voté pour la CAQ le 1^{er} octobre 2018, n'aurait probablement aucun problème à se dire à nouveau canadien-français dans la mesure où ce concept renvoie à une réalité sociologique évidente, comme l'a montré Fernand Dumont.

Est-ce dire que le retour du Canada français signifierait la fin du projet souverainiste? Qu'il témoignerait, comme le croit le philosophe Daniel Jacques, d'une sorte de fatigue politique²⁹? Je ne crois pas dans la mesure où le Canada français, dans les consciences, n'est probablement jamais vraiment disparu, au Québec comme ailleurs au Canada, malgré le ressentiment généré par les États généraux. Dit autrement, on peut continuer de croire que le projet politique canadien-français a vécu, que le rêve d'Henri Bourassa n'est plus possible, sans pour autant verser dans l'ingénierie identitaire des idéologues de la décolonisation, sans mépriser non plus les nobles

²⁵ Voir le compte-rendu de cette conférence et des extraits de son analyse dans GAGNON, Lysiane. 1964, « Les Canadiens français sont dépersonnalisés, colonisés », *L'Indépendance*, vol. II, 3 : 4.

²⁶ BOUTHILLETTE, Jean. 1972, *Le Canadien français et son double*, Montréal, l'Hexagone, p. 13.

²⁷ Les italiques sont de nous. Voir D'ALLEMAGNE, André. 1966, *Le colonialisme au Québec*, Montréal (les Éditions R-B), p. 173.

²⁸ GUILLY, Christophe. 2015, *La France périphérique. Comment on a sacrifié la France d'en bas*, Paris, Champs Flammarion.

²⁹ JACQUES, Daniel D. 2008, *La fatigue politique du Québec français*, Montréal, Boréal.

combats des Canadiens français des autres provinces – je dis bien « Canadiens français » puisque les concepts de franco-ontarien, fransaskois, etc., me semblent aussi construits, aussi problématiques, que celui de Québécois.

Tous les Juifs ne sont pas sionistes et tous les Canadiens français ne sont pas indépendantistes. Il y a d'excellents motifs de s'opposer à Israël et il y a d'excellentes raisons de s'opposer à un Québec indépendant. Mais si jamais les Canadiens français, comme les Juifs, se donnaient un État national, libéral et démocratique, ils pourraient compter, je l'espère, sur une grande diaspora pour les soutenir ; en retour, ces Canadiens français de la diaspora sauraient qu'ils disposent d'un pays où ils pourraient être majoritaires.